

LOBBYING POUR FICHER LES BONS FRANÇAIS

LE 22 DÉCEMBRE 2011 JEAN MARC MANACH

Dans une relative discrétion, l'idée de créer un fichier de 45 à 60 millions de Français honnêtes a reçu un accueil très favorable à l'Assemblée nationale. Mission accomplie pour le lobbying des industriels de la sécurité électronique.



Le 13 décembre dernier, une vingtaine de députés ont **adopté**, en seconde lecture et dans un hémicycle clairsemé, la proposition de loi sur la protection de l'identité visant à créer un "**fichier des gens honnêtes**" (sic) de 45 à 60 millions de Français. Il servira de socle à la future carte d'identité électronique. Les parlementaires ont également validé la proposition de Claude Guéant de pouvoir se servir de ce fichier à des fins de police judiciaire, alors que le Sénat s'y était pourtant **vertement opposé** par 340 voix contre (dont 127 sénateurs... UMP) et 4 voix pour.

Véritable serpent de mer, la question de la modernisation de la carte d'identité a été plusieurs fois débattue ces dix dernières années. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas **ont eux décidé, cette année**, d'abandonner ou de geler leurs projets respectifs. D'autres pays, comme les Etats-Unis, n'ont pas de carte d'identité. À contre-courant, le projet français illustre aussi des intérêts stratégiques industriels de la France, comme le **reconnait** sans ambages Jean-René Lecerf, le sénateur à l'origine de la proposition de loi :



Les entreprises françaises sont en pointe mais elles ne vendent rien en France, ce qui les pénalise à l'exportation par rapport aux concurrents américains.



Le 31 mai, lors de la discussion au Sénat, Jean-René Lecerf **soulignait** ainsi que "*sur la carte d'identité, nous avons été rattrapés, puis distancés par de nombreux États, dont nombre de nos voisins et amis, au risque de remettre en cause le leadership de notre industrie, qui découvrirait alors la pertinence du proverbe selon lequel nul n'est prophète en son pays*" (voir **Fichons bien, fichons français !**).

La **liste des personnes entendues** par François Pillet, le rapporteur de la proposition de loi au Sénat, montre bien l'ampleur du lobbying dont il a fait l'objet : on y dénombre en effet

deux représentants du ministère de la justice et six du ministère de l'Intérieur, deux représentants de la CNIL et deux autres du Comité consultatif national d'éthique, un représentant de la Ligue des droits de l'homme, du Conseil national des barreaux et de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Mais pas moins de quatorze représentants du **Groupement professionnel des industries de composants et de systèmes électroniques (GIXEL)** : trois de Morpho, deux de Gemalto, deux de l'Imprimerie nationale, deux d'Oberthur, deux de ST Microelectronics, un d'Inside Secure, un de SPS Technologies et de Thalès, soit la totalité des 8 membres du **groupe cartes à puce** du GIXEL. Auquel on ne peut adhérer qu'en déboursant une cotisation forfaitaire de **21 500 euros**.



Dans son **rapport**, François Fillet souligne que les industriels du GIXEL lui ont ainsi fait valoir que *“l’absence de projets en France, pays qui a inventé la carte à puce et possède les champions du domaine, ne permet pas la promotion internationale d’un modèle français de gestion de l’identité. Leurs succès à l’international, face à une concurrence allemande ou américaine seront plus nombreux, s’ils peuvent s’appuyer sur un projet concret national”*.

Philippe Goujon, le député rapporteur de la proposition de loi à l'Assemblée, évoque lui aussi dans son **rapport** le lobbying dont il a fait l'objet :



Comme les industriels du secteur, regroupés au sein du groupement professionnel des industries de composants et de systèmes électroniques (GIXEL), l’ont souligné au cours de leur audition, l’industrie française est particulièrement performante en la matière (...) Les principales entreprises mondiales du secteur sont françaises, dont 3 des 5 leaders mondiaux des technologies de la carte à puce, emploient plusieurs dizaines de milliers de salariés très qualifiés et réalisent 90 % de leur chiffre d’affaires à l’exportation. Dans ce contexte, le choix de la France d’une carte nationale d’identité électronique serait un signal fort en faveur de notre industrie.



Menaces pour la France

Dans sa **plaquette de présentation (.pdf)**, le GIXEL, qui se présente comme un *“accélérateur d’électronique”*, se targue ainsi, au titre des ses *“actions spécifiques”*, de *“préparer la carte nationale d’identité avec l’Administration”*.



Un autre **document (.pdf)** intitulé “*France Numérique – L’identité numérique au coeur de l’économie française*”, co-signé du GIXEL et de l’Agence nationale des titres sécurisés (**ANTS**, dépendant du ministère de l’intérieur) et daté de juin 2011, présente la Carte Nationale d’Identité Electronique (CNle) comme un “*projet national (qui) permettra de mieux protéger l’identité des Français et d’accélérer le développement de l’économie numérique tant pour le secteur public que privé*” :



Les industriels français sont prêts. L’engagement gouvernemental national officialisé et concrétisé par un projet national constituera la référence indispensable pour concurrencer d’autres initiatives portées par d’autres pays.

L’absence actuelle de projet en France laisse le champ libre à d’autres nations, pour imposer de nouvelles normes, des produits ou des services au détriment des intérêts nationaux français et de son industrie.



Evoquant des “*menaces pour la France et son industrie*”, les auteurs du document estiment que “*l’absence de projet national français donne une force incomparable à d’autres pays, qui forts de leur projet national, mettent leurs industriels en position d’exporter leurs solutions basées sur leur carte d’identité électronique*” :



Les Etats-Unis ont entamé une réflexion stratégique sur la gestion des identités. Elle impactera les normes et donnera naissance à des solutions technologiques qui pourraient s’imposer aux delà (sic) de leurs frontières. Les pays qui n’auront pas développé la technologie perdront des marchés de produits et services, des emplois et leur gouvernement, de la TVA.



En l’espèce, les Etats-Unis n’ont pas de carte d’identité, et aucun projet de ce type n’est prévu à l’horizon. L’argument du GIXEL, pour qui l’absence de carte d’identité électronique française porterait atteinte à la France et à son industrie est d’autant plus étonnant que trois

des quatre premiers acteurs mondiaux des documents électroniques d'identité et de voyage (passeport électronique, carte d'identité, permis de conduire, carte de santé), sont... français, et qu'ils sont donc particulièrement bien placés pour "imposer aux delà de leurs frontières" leurs normes et solutions technologiques, comme le reconnaît in fine le GIXEL quelques lignes plus bas, cherchant ainsi à vanter "l'expertise unique de l'industrie française" :



Oberthur, Morpho et Gemalto fournissent 70% des programmes nationaux dans le monde avec un capital de plus de 150 références.



544 cantines scolaires

Le GIXEL s'était déjà fait connaître pour avoir proposé de déployer des installations de vidéosurveillance et de biométrie dès l'école maternelle, afin d'habituer les enfants à ne pas en avoir peur, ce qui lui avait d'ailleurs valu de remporter un **prix NovLang** aux Big Brother Awards. Dans un "**Livre Bleu**" réunissant les propositions des industries électroniques et numériques, paru en juillet 2004 et présentant les "grands programmes structurants" de la filière, on pouvait en effet lire ce passage proprement orwellien :



La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles.



Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :



Education dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants.
Introduction dans des biens de consommation, de confort ou des jeux : téléphone portable, ordinateur, voiture, domotique, jeux vidéo
Développer les services « cardless » à la banque, au supermarché, dans les transports, pour l'accès Internet, ...
La même approche ne peut pas être prise pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée.



Ce même *Livre Bleu* tenait à préciser que “l'effort pour lutter contre le terrorisme doit être comparé à un effort de guerre comme celui que nous avons consenti pendant la période de guerre froide” et que, en terme d'enveloppe budgétaire, “l'importance de l'enjeu est tel qu'un effort de R&D publique et industrielle comparable en proportion du PIB à celui consenti pour construire la force de dissuasion française de 1958 à 1980 et le soutien à l'industrie correspondant serait une réponse proportionnée au problème”.

Interrogé sur cette diatribe militaire, Pierre Gattaz, fils d'un ancien patron du CNPF, et président du GIXEL, expliqua que qu’*“on est de toute façon parti pour augmenter tout ce qui est contrôle de sécurité, de transport, d'identification..., on le voit bien avec les passeports numériques, avec les cartes d'identité ou de santé, où il y a toujours des cartes à puce avec des informations biométriques”* :



Nous ne sommes pas là pour savoir si c'est trop ou pas assez, nous sommes avant tout des industriels et nous mettons en place les systèmes et équipements pour servir la police, la justice, et l'armée.



A défaut de savoir si la police, la justice, et l'armée ont bien été servis par le GIXEL, force est de constater que les écoles, elles, sont envahies : six ans seulement après la parution du *Livre bleu*, 544 établissements scolaires, en France, utilisent des systèmes de reconnaissance d'empreintes biométriques palmaires dans leurs cantines scolaires. Ils étaient **333 en novembre 2009**.

Au vu de l'explosion du nombre de demandes, et afin d'éviter d'avoir à les traiter au cas par cas, la CNIL a en effet créé, en 2006, un dispositif d'**autorisation unique** permettant aux chefs d'établissement de déclarer l'installation de tels systèmes biométriques. Il leur est interdit d'utiliser des systèmes de reconnaissance des empreintes digitales, au profit de la reconnaissance du contour de la main, moins intrusif, et ils doivent fournir un **système** alternatif à ceux qui refusent la biométrie.

Utilisation massive

Dans un autre **rapport** intitulé “2012 – 2017 : Le temps de l'ambition “, récemment publié par la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC), dont le GIXEL fait partie, on découvre que la filière a de son côté inscrit, dans la liste de leurs “objectifs à 5 ans” le fait de “revoir le corpus législatif pour permettre l'utilisation massive des outils d'identification électronique” et de “déployer la carte d'identité électronique de façon massive” :



Avoir revu le corpus législatif pour permettre l'utilisation massive des outils d'identification électronique tout en garantissant les libertés

publiques, en lien avec la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).

Généraliser les outils numériques de gestion et de suivi des flux physiques (marchandises, ports, aéroports, etc.).

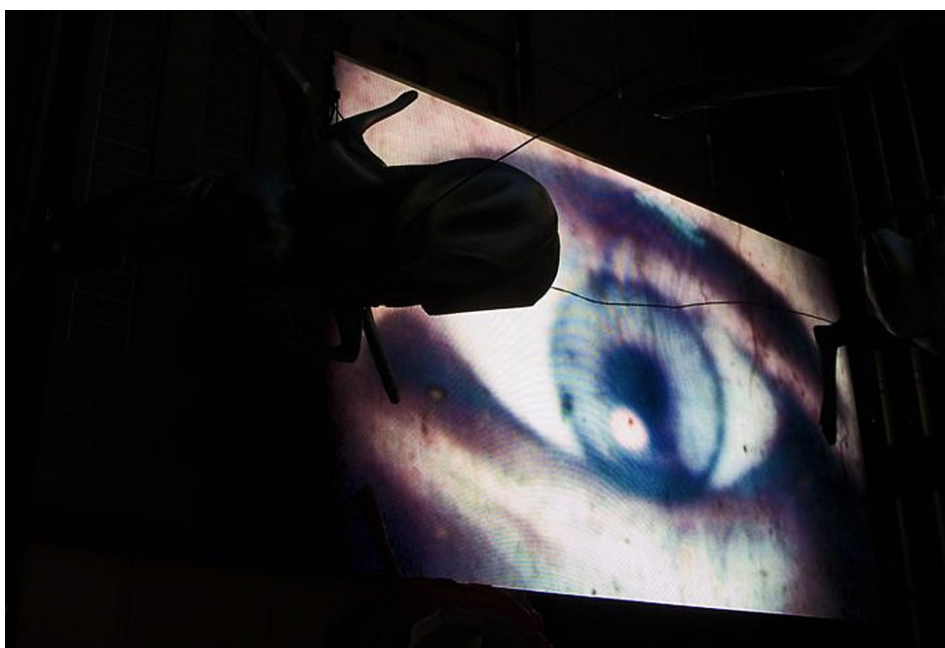
La mesure clé à mettre en oeuvre :

Lancer des programmes massifs d'équipements d'outils de sécurité numérique, notamment pour la sphère publique.

Des exemples / pistes de réflexion

Sécurité des personnes : déployer la carte d'identité électronique de façon massive.

Bâtiments : généraliser les outils de sécurité électronique pour les bâtiments publics, Etat, administrations, collectivités locales.



L'Alliance pour la confiance numérique (**ACN**), créée par la FIEEC pour "représenter l'industrie de la confiance numérique, en particulier, auprès des pouvoirs publics" et qui réunit notamment Bull, Safran Morpho, Thalès, Orange, Gemalto, Cassidian, CS ou encore la Caisse des dépôts, "se propose d'être l'interlocuteur privilégié sur les questions de sécurité numérique" :



Une très grande partie des outils et des technologies de la sécurité existe déjà et la France a des atouts industriels et de service pour prendre un leadership mondial sur ce marché. En revanche, (...) si peu de marchés de sécurité s'ouvrent en France c'est parce que le sujet a du mal à émerger au niveau des décideurs de manière structurée. Il est nécessaire de développer un marché structuré et solvable.



Dans son **dossier de presse (.pdf)**, l'ACN déplore ainsi que la France adopte souvent "des solutions étrangères alors que la France est très bien placée pour les fournir et les exporter grâce à des technologies reconnues : biométrie, carte à puce, systèmes d'identification ou encore détection d'activité pour la sécurité".

Elle plaide ainsi, elle aussi, pour le "déploiement effectif, à court terme, de la Carte Nationale d'Identité Electronique", qualifié de "proposition majeure", et cite, entre autres "exemples d'apport du numérique", un certain nombre de "solutions (qui) devront maintenir l'équilibre entre

les contraintes perçues comme acceptables par la société et les opérateurs, et le besoin d'augmenter le niveau de sécurité” :



- **contrôle d'accès en mouvement, coopératif ou non, avec reconnaissance faciale ou de l'iris ;**
- **reconnaissance à la volée, faciale ou de l'iris, avec capacité à identifier et localiser ;**
- et, en terme d'amélioration de l'efficacité de la vidéo-protection :**
- **la caractérisation sémantique d'individus pour la recherche sur signalement ;**
- **la détection d'événements anormaux ;**
- **le développement de l'exploitation de caméras mobiles, embarquées ;**
- **la vision nocturne, la prise en compte des conditions environnementales difficiles.**



Isabelle Boistard, qui fut déléguée au développement du Gixel pendant 11 ans, est aujourd'hui chef de service chargée des affaires économiques à la FIEEC. Elle figure également dans la "liste des représentants d'intérêts" (en clair, des lobbyistes) sur le **site de l'Assemblée nationale**, tout comme sur **celui du Sénat**, au titre de déléguée générale de l'ACN, où elle représente également ATT, Bull, Cassidian, CS, France Télécom Orange, IBM, Id3, Gemalto, Keynectis, Morpho, PrimX, Radiall, SAP, Siemens, STS, Thales, Xiring. Yves Legoff, délégué général du Gixel, y représente quant à lui Gemalto, Imprimerie nationale, Inside Secure, Oberthur Technologies, Sagem Morpho, SPS, STMicroelectronics, et Thales Security Systems.

Photos via Flickr sous licences Creative Commons : **source**

Image de Une à **télécharger** par Marion Boucharlat et Ophelia Noor pour Owni /-)

Retrouvez les articles de la Une "Fichage des gens honnêtes" :

**Takkiedine et Safran fichent la France et la Libye
Vers un fichage généralisé des gens honnêtes
Morpho, numéro 1 mondial de l'empreinte digitale**

LOUNES

le 22 décembre 2011 - 16:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



A lire sur le sujet et les dangers afférents sur ce nouveau fichier "Carte d'identité biométrique, le fichage Guéant des français!"
http://www.lepost.fr/article/2011/12/06/2654558_carte-d-identite-biometrique-le-fichage-gueant-des-francais_1_0_1.html

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CACTUS

le 22 décembre 2011 - 16:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pas de dramatisation, c'est pas encore 1984 !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

PASCAL DE CAHORS

le 8 janvier 2012 - 11:07 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Vous avez raison, pas d'inquiétude à avoir, attendons plutôt qu'ils en soient encore plus loin dans leur sombres desseins pour réagir c'est à dire trop

tard.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

YOSH67000

le 22 mars 2012 - 22:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



bien-sur cactus laisse toi faire, nous, non

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

JSUPEJVE

le 22 décembre 2011 - 17:11 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Plus ça va, et plus l'orientation que prend ce pays, me donne envie de vomir.

Quant à cette caste de politiques, peuplée de parasites qui vivent grassement sur notre dos et notre sueur, il ne fait plus aucun doute pour moi, qu'il est impératif qu'on vire toute cette vermine, à grand coup de pompe dans le cul !

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

DOUCE

le 22 décembre 2011 - 17:22 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Cactus : comme tu le dis, "pas encore". Effectivement, ce n'est pas une raison pour "dramatiser", mais qui dramatise ?

Il me semble que c'est quand même une raison pour se sentir concerné et donc s'y intéresser. Non ?

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

ANOMAIL

le 22 décembre 2011 - 18:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ils n'ont pas de marché alors ils le créent par la loi.

La sécurité pour la sécurité, c'est magnifique.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

NERVOUS BREAKDOWN

le 22 décembre 2011 - 20:43 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles."

Sérieusement c'est une blague cette phrase.

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

CLARA

le 22 décembre 2011 - 22:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



C'est quand même particulièrement stupide de justifier le fichage par l'idée de sauver l'industrie de la sécurité.

Est ce qu'on légaliserait la drogue si les labo pharmaceutiques étaient en danger ?

VOUS AIMEZ



6

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SASQUATCH

le 23 décembre 2011 - 9:43 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



C'est quand ce n'est "pas encore 1984" qu'il faut se poser des questions. Ceux qui refusent de "dramatiser" sont des rhinocéros en devenir, pour qui a lu l'unesco.

Une loi, fût-elle promue par l'ordure Guéant, n'est pas une fatalité. En tant que citoyen, j'ai le droit et continuerai de le prendre même si on prétend le supprimer, de m'opposer à mon inscription dans des fichiers et mon traçage par des technologies, qui pourront servir demain à un gouvernement encore moins soucieux des libertés publiques, ou amateur des enquêtes occultes et autres pressions illicites – voire un bon gros fascisme technologique comme celui auquel rêvent certains.

Et ce droit, qu'a tout un chacun, pèse infiniment plus lourd que les intérêts et manoeuvres du lobby de la sécurité informatique. Et ce droit, même s'il est totalement théorique face aux collusions entre les industries du contrôle et les ploutocrates sécuritaires, je le défendrai à coups de briques s'il en est besoin.

Et au train où ça va, il en sera bientôt besoin.

VOUS AIMEZ



15

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DIDIER

le 23 décembre 2011 - 14:04 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Trop de tout tue tout. La voie moyenne est la solution.
Reste à la situer. Comme quoi les idées sont faciles mais les actes plus délicats.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

JSUPEJVE

le 23 décembre 2011 - 14:46 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Sasquatch

Je suis entièrement d'accord avec toi, étant particulièrement allergique à toute forme de fichage des citoyens, et à plus forte raison lorsque celui-ci, est à visée sécuritaire et policière, mais le hic dans cette histoire, c'est qu'une bande de débiles, à la médiocrité sans bornes, a perdu tout sens commun, et rend ce fichage quasiment incontournable.

En effet si la CNI n'est pas obligatoire, sur le territoire, il est impossible de s'en passer pour tout un tas de démarches administratives et bancaire, et pour lesquelles on vous demande une CNI en cours de validité.

Donc sauf à faire dans la désobéissance civile, et à vivre en Hermite ou à tout le moins en marge de la sté, il me semble difficile d'y échapper, et c'est d'autant plus scandaleux et révoltant à mes yeux.

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DISANV

le 25 décembre 2011 - 19:28 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Hihi SAP : <http://pastebin.com/QKGQ0X4q>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LUDDO

le 26 décembre 2011 - 9:21 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



C'est pas 1984 mais on ne sait pas comment sera "notre" monde (celui de nos

enfant) dans 50 ans.

Il y a 70 ans de ça, en France, l'assemblée nationale a donné les pleins pouvoirs à un homme, officialisant une dictature avec tous les maux que l'on connaît.

Donc à la vue de notre histoire,

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MARIUS

le 6 mars 2012 - 17:47 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



ça y est c'est dans les tuyaux!

http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/03/06/le-parlement-cree-un-megafichier-pour-lutter-contre-l-usurpation-d-identite_1652769_3224.html#ens_id=1244271

info à faire circuler au plus vite!!!!

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

26 pings

(H)activisme by stonehenge - Pearltrees le 25 décembre 2011 - 23:55

[...] Lobbying pour fichier les bons Français » OWNI, News, Augmented [...]

Lectures by redisdead - Pearltrees le 1 janvier 2012 - 16:20

[...] Lancer des programmes massifs d'équipements d'outils de sécurité numérique, notamment pour la sphère publique. Lobbying pour fichier les bons Français » OWNI, News, Augmented [...]

Une histoire du fichage en France | BUG BROTHER le 31 janvier 2012 - 22:35

[...] fine., il s'agit aussi de soutenir les industriels français, leaders mondiaux des empreintes digitales et des papiers d'identité sécurisés, qui gagneraient [...]

Claude Guéant va fichier les « honnêtes gens » | BUG BROTHER le 1 février 2012 - 13:09

[...] des empreintes digitales dès l'école maternelle, afin de doper son business, a gagné : 14 des 31 personnes auditionnées au Sénat au sujet de cette proposition de loi sont des industriels membres du [...]

(Veille)> C'est mardi, c'est privacy + les identités numériques le 2 février 2012 - 18:13

[...] et promues par la CNIL, doit-on s'inquiéter ? De même, quand on sait qu'il suffit de 20 députés pour créer un nouveau fichier, celui des , et de la future carte d'identité électronique (CNIE), on a raison de pas essayer [...]

Un fichier des « gens honnêtes » adopté à l'Assemblée pour lutter contre l'usurpation d'identité !!!! | Blog politique décalé de jeunes limougeauds le 2 février 2012 - 21:01

[...] de cette loi sont les industriels de l'identité électronique regroupés dans le Gixel. Comme l'a révélé Owni, 14 représentants de ce lobby ont été auditionnés lors de la discussion de cette loi au Sénat. [...]

FICHEZ LES TOUS !! CentPapiers le 3 février 2012 - 6:02

[...] du fichier a été adoptée par un hémicycle ne comportant qu'une dizaine de députés. Le lobbying du GIXEL, qui regroupe des industriels de l'électronique, n°1 mondiaux des empreintes digitales et des [...]

Demain on fiche ou comment ficher l'ensemble de la population française « MediaBeNews le 6 mars 2012 - 8:21

[...] Le sujet engage aussi des enjeux économiques, industriels : la sécurisation des échanges électroniques est un marché (...) Les entreprises françaises, en pointe sur ce domaine, veulent investir le marché français. [...]

Le « vrai » visage des « gens honnêtes » | BUG BROTHER le 6 mars 2012 - 14:57

[...] de "gens honnêtes"... Voir aussi, pour mieux comprendre ce dont il s'agit : Fichez les tous ! Lobbying pour ficher les bons Français Une histoire du fichage en France Les RG l'ont rêvé, Facebook l'a fait... #oupas Demain on [...]

Nous ne sommes pas du bétail ! « sersnow le 8 mars 2012 - 16:13

[...] peu, mais depuis presque dix ans, la biométrie s'infiltré partout peu à peu et engraisse les lobbies industriels de l'électronique : Des millions d'euros par an dans beaucoup de secteurs de la société, jusque dans les [...]

"A Time Bomb For Civil Liberties": France Adopts a New Biometrics Bill | The Freedom School le 9 mars 2012 - 0:38

[...] that French smart cards and biometrics companies, such as Morpho, Oberthur, Thalès, and Gemalto, have been lobbying heavily for the creation of a national biometric identity card as a means of creating domestic [...]

"A Time Bomb For Civil Liberties": France Adopts a New Biometric ID Card | Electronic Frontier Foundation le 9 mars 2012 - 16:55

[...] that French smart cards and biometrics companies, such as Morpho, Oberthur, Thalès, and Gemalto, have been lobbying heavily for the creation of a national biometric identity card as a means of creating domestic [...]

Biometrics – A Civil Liberties Time Bomb? « French News Online Newsroom le 9 mars 2012 - 17:16

[...] that French smart cards and biometrics companies, such as Morpho, Oberthur, Thalès, and Gemalto, have been lobbying heavily for the creation of a national biometric identity card as a means of creating domestic [...]

«Μια βόμβα για τις ελευθερίες των πολιτών »: η Γαλλία υιοθετεί το νέο βιομετρικό δελτίο ταυτότητας « www.olympia.gr le 11 mars 2012 - 15:36

[...] την Τουριστική Κάρτα του Πολίτη), έχουν σε μεγάλο βαθμό ασκήσει πιέσεις για τη δημιουργία ενός Εθνικού Βιομετρικού Δελτίου [...]

Mark of the Beast: France Adopts a New Biometric ID Card : Birth of a Nation le 12 mars 2012 - 5:34

[...] that French smart cards and biometrics companies, such as Morpho, Oberthur, Thalès, and Gemalto, have been lobbying heavily for the creation of a national biometric identity card as a means of creating domestic [...]

«Μια βόμβα για τις ελευθερίες των πολιτών»: η Γαλλία υιοθετεί το νέο βιομετρικό δελτίο ταυτότητας. « NO RFID le 16 mars 2012 - 16:24

[...] την Τουρισκή Κάρτα του Πολίτη), έχουν σε μεγάλο βαθμό ασκήσει πιέσεις για τη δημιουργία ενός Εθνικού Βιομετρικού Δελτίου [...]

France Adopts New Biometric ID Card « Remnant Reminder le 25 mars 2012 - 16:58

[...] that French smart cards and biometrics companies, such as Morpho, Oberthur, Thalès, and Gemalto, have been lobbying heavily for the creation of a national biometric identity card as a means of creating domestic [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database le 31 mars 2012 - 9:01

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

Covert History » French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database le 1 avril 2012 - 15:14

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database | Activist Awake le 1 avril 2012 - 17:04

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database | Set You Free News le 1 avril 2012 - 23:43

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database | TaJnB | TheAverageJoeNewsBlogg le 2 avril 2012 - 2:08

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database – WNYTruthers.org le 2 avril 2012 - 17:29

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the “honest folks” law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...]

French Constitutional Court Bans Law Enforcement Use of National Biometric ID Database | Electronic Frontier Foundation le 2 avril 2012 - 18:28

[...] smart card and biometrics companies have lobbied heavily for the "honest folks" law. Their trade association, GIXEL (Professional Association of [...])

La liste des « gens honnêtes » qui voulaient fichier tous les Français | BUG BROTHER le 29 mai 2012 - 8:50

[...] Les Sages ont donc censuré 6 des 12 articles de la proposition de loi sur la protection de l'identité, adoptée au dernier jour de la session parlementaire du quinquennat de Nicolas Sarkozy et ce, malgré l'opposition du Sénat qui, au cours des 5 navettes parlementaires (un record), n'avait eu de cesse de s'opposer à l'exploitation policière de ce fichier des "gens honnêtes". Un véritable camouflet infligé par le Conseil constitutionnel au projet de Claude Guéant et des industriels du GIXEL (le lobby de la sécurité électronique et des empreintes digitales, voir Lobbying pour fichier les bons Français). [...]

Vincent Meyer - On a échappé au fichage des "gens honnêtes" le 29 mai 2012 - 14:45

[...] Le Conseil constitutionnel a estimé que le fichier des « gens honnêtes» (sic) comprenant l'état civil, ainsi que les empreintes digitales, et la photographie numérisée, des détenteurs de la future carte nationale d'identité électronique (CNIE), « a porté au droit au respect de la vie privée une atteinte qui ne peut être regardée comme proportionnée au but poursuivi », et qu'il était « contraire à la Constitution ». Les Sages ont donc censuré 6 des 12 articles de la proposition de loi sur la protection de l'identité, adoptée au dernier jour de la session parlementaire du quinquennat de Nicolas Sarkozy et ce, malgré l'opposition du Sénat qui, au cours des 5 navettes parlementaires (un record), n'avait eu de cesse de s'opposer à l'exploitation policière de ce fichier des « gens honnêtes» . Un véritable camouflet infligé par le Conseil constitutionnel au projet de Claude Guéant et des industriels du GIXEL (le lobby de la sécurité électronique et des empreintes digitales, voir Lobbying pour fichier les bons Français). [...]